

Argentine, Venezuela: le retour du **néolibéralisme**

Depuis la fin de l'année 2015 l'équilibre politique de l'Amérique du Sud est ébranlé, avec le retour au pouvoir de la droite néolibérale et conservatrice en Argentine, et la défaite des chavistes au Venezuela ⁽¹⁾.

Hélène BOUNEAUD, membre du comité de rédaction d'*H&L*

La domination de la gauche et du centre gauche dans la plus grande partie des pays du continent, et surtout des plus grands à partir des années 2000, la continuité au pouvoir de leurs gouvernants sur une longue période, avec l'approbation très majoritaire des populations, est maintenant contestée, menacée d'un changement radical, au Venezuela, en Argentine, mais aussi à l'échelle continentale. Les élections qui changent la donne ne sont pas du même ordre, présidentielle en Argentine, législatives au Venezuela, toutefois elles présentent certaines similitudes, au-delà des différences des systèmes politiques et des spécificités locales. Les scrutins argentin ou vénézuélien constituent des sanctions sévères à l'égard de gouvernants installés au pouvoir depuis plus d'une décennie, tenus pour responsables du retournement de la conjoncture économique et d'une gouvernabilité de plus en plus instable. Le ralentissement de la croissance, provoqué par la chute brutale et vertigineuse des prix du pétrole pour le Venezuela, des matières premières pour l'Argentine, en écho à la morosité de l'économie mondiale, a précipité ces deux pays dans la crise et même la récession. Les couches moyennes, restaurées dans leur statut et leur pouvoir d'achat par

Dans les deux cas, Venezuela et Argentine, les gagnants se trouvent dans une situation de cohabitation forcée. Or la gouvernabilité réduite induit le double risque d'une escalade de la tension et de dérives autoritaires et répressives.

(1) N'omettons pas non plus les menaces de destitution de Dilma Rousseff, assiégée par l'opposition brésilienne...

les politiques contre-cycliques des premières années de gouvernement, et surtout dans le cadre de la crise financière de 2008, ont vu leur capacité d'achat grignotée par l'inflation. Surtout, les limitations imposées à la consommation de produits importés par le contrôle des changes ont suscité une frustration extrême chez ces couches moyennes, accoutumées à une consommation mondialisée.

Le vote sanction des couches populaires

C'est sur cette base que les couches moyennes ont basculé dans l'opposition, répondant aux sirènes du changement prôné par la coalition Cambiemos en Argentine. Au Venezuela, la persistance des difficultés de la vie quotidienne et les pénuries de tous ordres ont fait basculer une partie des couches populaires dans l'option « changement », là aussi vantée par l'opposition. Car, avant même les élections, les difficultés budgétaires croissantes dans les deux pays laissaient prévoir la fragilisation des politiques redistributrices destinées aux plus vulnérables, et même la suppression de certaines d'entre elles. Ceci alors que les inégalités entre pauvres et riches n'avaient pas été résorbées, loin de là. L'usure du pouvoir est aussi une dimension majeure de sanction

car les partis, PSUV au Venezuela, FPV en Argentine, ont perdu une partie du crédit dont ils jouissaient dans les couches populaires. Leur image de partis différents des partis traditionnels a été entachée par des mesures autoritaires mais aussi par des scandales retentissants, de corruption, entre autres. Autre exemple, l'affaire qui a secoué l'Argentine, il y a un an : la mort suspecte et toujours inexpliquée du juge Nisman. L'opposition la plus dure, et en particulier une partie de la magistrature, y a trouvé de quoi défier la légitimité gouvernementale. Et les couches populaires, attachées à la politique de justice et réparation pour les victimes des violations des droits de l'Homme, érigée en politique d'Etat, ont été heurtées par la désinvolture du gouvernement, son arrogance à l'égard de l'émotion populaire et de toute manifestation de doute ou de dissidence.

Nouvelle et délicate configuration politique

L'opposition, dans les deux pays, a fait campagne sur le thème du changement. De leur côté, les candidats des gouvernants en place plaident pour la continuité du processus, que leur prédécesseur incarnait. Les électeurs n'ont pas été convaincus d'autant que, aussi bien dans la campagne

électorale qu'à l'annonce de leur succès, les vainqueurs se sont montrés magnanimes et républicains, déclarant qu'ils œuvreraient dans l'intérêt de la nation tout entière et respecteraient la minorité, faisant preuve de tolérance contre toute volonté de revanche.

Ces facteurs expliquent les renversements de majorité électorale, mais aussi que les scrutins se soient déroulés dans une ambiance pacifique. Cette alternance de gauche à droite sans violence est à mettre au crédit des progrès de l'idée démocratique. Avec un résultat très net au Venezuela, sur la base d'une loi électorale mariant scrutin majoritaire et proportionnelle de liste, la coalition d'opposition au président Nicolás Maduro a obtenu une majorité des deux tiers des sièges du Parlement. En Argentine, le résultat a été plus serré entre les deux candidats. Toutefois, dans les deux cas, les gagnants se trouvent de fait dans une situation de cohabitation forcée : Mauricio Macri doit composer avec un Congrès où son parti et les représentants de la coalition Cambiemos sont minoritaires et Nicolás Maduro, dont le mandat de Président court jusqu'en 2019, est forcé de soumettre ses projets de lois à un Parlement qui lui est majoritairement hostile. La gouvernabilité réduite induit le double risque d'une escalade de la tension et de dérives autoritaires et répressives.

Les premiers actes du gouvernement de Mauricio Macri et de la majorité parlementaire vénézuélienne infirment leurs déclarations vertueuses de refus de la revanche et l'acceptation du principe d'une cohabitation. D'abord par des actes de rupture avec le passé récent : au Venezuela, la nouvelle majorité a fait retirer tous les portraits de Simon Bolívar et d'Hugo Chávez de l'Assemblée nationale, et, en Argentine, le gouvernement Macri a débaptisé l'hôpi-

En restaurant peu ou prou la situation antérieure à 2001 par une avalanche de mesures autoritaires, Mauricio Macri s'inscrit dans la tradition de restauration conservatrice de l'Argentine.



tal Laura-Bonaparte, fondatrice du mouvement des Mères de la Place de Mai...

Le libéralisme argentin revient en force

Le Président argentin ne s'est pas contenté de gestes symboliques. Il a surtout montré le peu de cas qu'il faisait des institutions démocratiques : en un peu plus d'un mois, il a gouverné par décrets dits de nécessité et d'urgence (DNU), évitant soigneusement de consulter le Congrès, au prétexte que celui-ci était en congés ! C'est ainsi qu'à la hussarde ont été effacées les principales mesures de la période Kirchner, celles de la sortie de crise de 2003 puis les mesures contre-cycliques pendant la crise financière de 2008. Au plan économique, Macri a imposé son credo libéral en prenant l'exact contre-pied de la politique antérieure : levée du contrôle des changes, dévaluation du peso de 40 %, suppression des rétrocessions sur les produits agricoles exportables, pour la plus grande satisfaction des multinationales agro-industrielles, ouverture du marché intérieur et diminution des taxes d'importation. Dans le domaine du social, la

dévaluation de la monnaie nationale (qui pèse déjà sur le pouvoir d'achat), l'augmentation des tarifs de l'électricité d'environ 500 %⁽²⁾ et le licenciement arbitraire, en deux mois, de trente-cinq mille employés dans l'administration et la fonction publique au nom de l'amaigrissement nécessaire de l'Etat ont relancé la conflictualité sociale déjà latente. Ceci d'autant plus que la négociation salariale et le dialogue social, règles plus ou moins respectées sous le gouvernement précédent, ne semblent plus du tout à l'ordre du jour. Clairement, les droits sociaux et sociétaux acquis au cours de la décennie passée sont menacés à la fois par le retour au néolibéralisme affirmé et par le poids des forces conservatrices et patronales, dans le gouvernement de Macri.

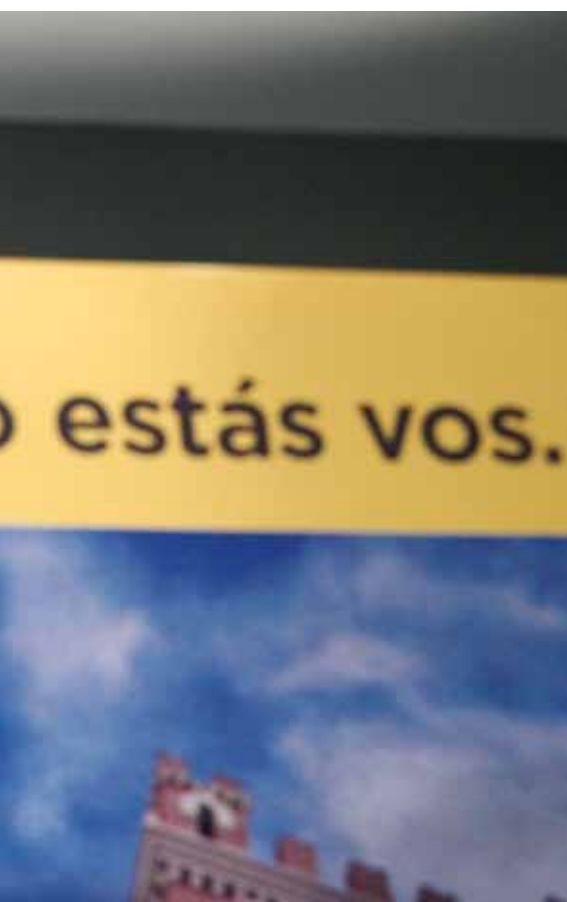
Macri, autoritaire et conservateur

Au plan politique, en excluant le Parlement, Mauricio Macri semble considérer comme un avantage la méthode de gouvernement par décret, même si elle rétrécit la légitimité des décisions. C'est ainsi qu'il a rapidement supprimé la loi contre la concentration dans l'audiovisuel, pourtant votée par son parti, ainsi

(2) Pour les 20 % des usagers bénéficiaires d'un tarif social, la hausse ne sera « que » de 72 % !

(3) Union des nations sud-américaines.

(4) Communauté des Etats d'Amérique latine et des Caraïbes.



© GOBIERNO DE LA CIUDAD DE BUENOS AIRES, LICENCE CC

que les organismes de régulation de l'audiovisuel, mais aussi porté atteinte au système décentralisé de financement des provinces. Quant aux libertés publiques, l'arbitraire a frappé avec l'arrestation de Milagro Salas, personnalité locale de la province de Jujuy (nord-ouest), pour avoir organisé un sit-in devant le siège du gouverneur local pour exiger des négociations sur la continuité des aides sociales aux plus démunis. Cette arrestation fait d'autant plus scandale que M. Salas est élue au Parlasur, le Parlement du Mercosur, et que le motif de son arrestation, « *instigation à la rébellion* », risque de peser très lourd sur l'avenir du droit à manifester... Dans le même temps, Mauricio Macri développe des discours inquiétants et musclés sur l'insécurité, la lutte contre le trafic de drogue et le terrorisme, autorise les policiers à tirer et l'armée à abattre les avions suspects... En restaurant peu ou prou la situation antérieure à 2001 par cette avalanche de mesures autoritaires, Mauricio Macri s'inscrit dans la tradition de restauration conservatrice de l'Argentine. Au Venezuela, la nouvelle majorité parlementaire n'est pas en mesure pour l'instant de prendre des déci-

sions de ce type, et, dans la partie d'échec avec la minorité chaviste, elle entend saboter toute tentative de compromis sur des mesures urgentes pour faire face à la situation de crise économique et sécuritaire. La crise institutionnelle lui importe peu, car elle attend son heure pour préparer la destitution du président Nicolás Maduro, en utilisant l'article de la Constitution qui prévoit la possibilité d'un référendum révocatoire du Président à mi-mandat, soit dans quelques mois.

L'impact régional des bouleversements

Les deux coalitions victorieuses ont annoncé, pendant la campagne électorale, qu'elles avaient l'intention de réorienter la politique extérieure de leur pays. La modification du rapport de force régional et la réinsertion de ces pays majeurs dans la politique hémisphérique des Etats-Unis ne peuvent que diluer l'autonomisation politique de la région, acquise à partir du sommet de Mar del Plata (2005), et le poids politique d'Unasur⁽³⁾ et de la Celac⁽⁴⁾ pourrait donc être mis en cause. L'insistance du Président argentin, dès son élection, à vouloir faire jouer la clause démocratique

de la charte de l'Unasur, pour en exclure le président Maduro, exigence rejetée par ses pairs, suivie de sa non-participation au récent sommet de la Celac, sont des signes sans équivoque de cette volonté de rupture. Du côté vénézuélien, dans la campagne électorale, l'opposition avait annoncé qu'elle mettrait un terme à la pétro-diplomatie chaviste, et plus précisément au système Pétrocaribe, qui lie le pays et une série d'îles des Caraïbes et les pays de l'Amérique centrale pour des contrats de fourniture de pétrole, partiellement payés par des livraisons de produits alimentaires déficitaires au Venezuela. Toutefois, ce projet politique a trouvé sa limite car les Etats-Unis ont fait savoir qu'ils n'étaient pas en mesure de suppléer ces fournitures. La chute continue des prix du pétrole pourrait obliger la majorité parlementaire à revoir sa copie économique, à moins qu'elle ne s'obstine dans l'intransigeance – symétrique de celle du gouvernement –, dans des mesures populistes qui ne règlent aucune des difficultés qu'affronte le pays : les deux camps n'ont pas de projet, à moyen et long terme, pour sortir de la dépendance pétrolière.

La diplomatie tous azimuts, le développement de coopérations Sud-Sud et plus généralement le multilatéralisme ne sont plus des priorités pour le gouvernement argentin. Celui-ci se tourne prioritairement vers la conclusion d'accords de libre-échange avec l'Union européenne, mais aussi vers un rapprochement avec l'accord de partenariat transpacifique. En décidant de renégocier sa dette avec les fonds spéculatifs, les « fonds vautours », Mauricio Macri tente de rompre totalement avec la politique de Cristina Fernández de Kirchner, pour pouvoir accéder au marché international des capitaux. Il ne peut cependant effacer l'embryon d'instrument de régulation voté par les Nations unies. ●

**La modification
du rapport
de force régional
et la réinsertion
de l'Argentine
et du Venezuela
dans la politique
hémisphérique
des Etats-Unis
ne peuvent
que diluer
l'autonomisation
politique
de la région.**